Entre désordres et gaieté populaire, les bals publics aux Champs-Élysées (1770-1825)

Véronique Laporte

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/danse/3367>

DOI : [10.4000/danse.3367](https://doi.org/10.4000/danse.3367)

ISSN : 2275-2293

Éditeur

ACD - Association des Chercheurs en Danse

Référence électronique

Véronique Laporte, « Entre désordres et gaieté populaire, les bals publics aux Champs-Élysées (1770-1825) », *Recherches en danse* [En ligne], 9 | 2020, mis en ligne le 09 décembre 2020, consulté le 04 mai 2022. URL : <http://journals.openedition.org/danse/3367> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/danse.3367>

Ce document a été généré automatiquement le 4 mai 2022.

association des Chercheurs en Danse

Entre désordres et gaieté populaire, les bals publics aux Champs-Élysées (1770-1825)

Véronique Laporte

- 1 Le dimanche et les jours de fête, au lieu d'aller au cabaret voisin¹, les Parisiens du XVIII^e siècle sortent de la ville pour profiter des guinguettes. Puisque ces établissements sont situés au-delà des barrières d'octroi, le vin, exempt de taxe, s'y vend moins cher que dans la capitale. Plusieurs chroniqueurs, déplorant du même souffle l'ivrognerie du peuple parisien, mettent l'accent sur le vin à bas prix pour justifier la popularité des guinguettes. Pourtant, la possibilité de danser constitue une force d'attraction que l'on ne doit pas négliger. Dans son almanach publié en 1784, Thiéry précise que « tous les cabarets de ces lieux ont de vastes cours plantées d'arbres et remplies de tables où l'on donne à boire et à manger. On y trouve des violons et une bonne partie du peuple y danse de grand cœur et trouve dans ce plaisir le délassement des fatigues de la semaine² ».
- 2 Par manque d'espace ou en raison du vacarme causé par les danseurs, peu de cabarets parisiens peuvent offrir les mêmes possibilités que les guinguettes³. À ces contraintes, s'ajoute un autre élément important : il s'agit du privilège de l'Académie royale de musique sur les bals publics. En effet, cette institution détenait depuis 1715 le monopole de donner des bals publics dans la capitale. Le prix d'entrée de ces bals, six livres, rendait impossible pour la majorité des Parisiens de participer à ces réunions mondaines⁴. En revanche, l'Académie royale de musique, avec ses coûts de production très élevés et ayant dû subir les contrecoups de nombreux incendies, était ouverte à l'idée de monnayer son monopole pour s'assurer des revenus supplémentaires⁵. Ainsi, pour l'année 1778-1779, environ cent trente personnes, pour la plupart des marchands de vin ou des maîtres à danser, lui payent une redevance⁶. C'est le cas pour quelques cabarets parisiens. Toutefois, il s'agit principalement de guinguettes situées dans les faubourgs au nord de Paris et notamment à la Courtille ou aux Porcherons, où l'on

pouvait danser toute l'année. Parmi ces établissements, aucun ne se trouve aux Champs-Élysées, un lieu qui, pourtant, aurait offert un cadre parfait pour un bal public.

Figure 1 : Les Champs-Élysées en 1775.

Extrait du Nouveau Plan de la Ville et Fauxbourgs de Paris par le Sr Jaillot, Géographe ordinaire du Roi.
Source : <https://bibliotheques-specialisees.paris.fr/>

- 3 Au milieu du XVIII^e siècle, les Champs-Élysées se trouvent en périphérie de la ville. Ce lieu, contrairement à d'autres espaces verts de la capitale, est ouvert à tous, sans distinction de rang, ou de fortune⁷. Les Parisiens s'y rendent, souvent en famille, pour se restaurer, pratiquer des jeux extérieurs ou tout simplement se promener. Ils sont gérés par le directeur des Bâtiments du Roi, le comte d'Angiviller, qui met en place un garde suisse en 1777. Federici, à la tête d'une petite équipe, est responsable d'assurer l'ordre public dans cet endroit, de plus en plus fréquenté par les Parisiens. Cette popularité grandissante incite des individus à offrir des bals publics aux environs des Champs-Élysées. Dans cet espace de cohabitation, aux usages multiples, entre ville et campagne et dans lequel s'opère une coexistence sociale, de quelles manières étaient gérés et perçus ces bals populaires ? En s'attardant aux préoccupations des autorités, on retrouve des enjeux relatifs à la préservation du caractère bucolique des Champs-Élysées, mais surtout, on constate qu'elles ont des attitudes différentes à l'égard de la clientèle de ces établissements.

Danse et populace : les aléas des bals publics

- 4 Les gestionnaires des Champs-Élysées jugent que les bals publics sont des sources de désordres passibles de détruire le caractère champêtre des lieux. Les archives des Bâtiments du roi contiennent quelques propositions émanant de particuliers voulant y ériger une salle de danse, mais les demandes sont systématiquement refusées. Selon d'Angiviller :

« Il y a déjà dans les Champs-Élysées un assez grand nombre d'établissements pour la commodité et l'agrément des personnes qui viennent dans cette promenade. Je me suis constamment refusé à en permettre de nouveaux et je ne puis même vous

dissimuler qu'une salle de bal ou de danse est d'une espèce que je permettrais encore moins ; ces lieux n'étant pas d'ordinaire des lieux fort décents et même donnant chaque jour naissance à des querelles et autres événements qui seraient plus propres à faire désertir la promenade par les citoyens tranquilles qui la fréquentent encore qu'à y en amener⁸. »

- 5 Dans les explications du directeur, on remarque cette distinction entre les honnêtes gens et la populace⁹. En ce sens, les Champs-Élysées représentent un défi supplémentaire, puisqu'ils sont accessibles à tous. Afin d'y assurer l'ordre public, le comte tente de limiter la présence d'individus peu recommandables, et ce, non pas en réglementant l'accès, mais en dissuadant la populace de s'y rendre. Il est vrai que le potentiel de désordres est élevé dans les guinguettes. La danse est « à l'origine de fréquents “combats de coqs”, au cours desquels les compagnons, les domestiques ou les soldats (qui se disputent telle ou telle cavalière) se “massacrent” avec une belle ardeur¹⁰. ». Désirant à tout prix éviter les dérapages suscités par ces établissements, le comte préfère tout simplement les interdire.
- 6 Malheureusement pour d'Angiviller, certains vont outrepasser son autorité et ils établiront tout de même des cabarets offrant des bals publics à proximité des Champs-Élysées. Leurs dossiers permettent de mettre en lumière que cet enjeu a provoqué des conflits de juridiction entre le directeur des Bâtiments et le lieutenant général de police. Établis aux alentours des Champs-Élysées, ils ont souvent négocié avec ce dernier plutôt que de présenter leur demande au comte d'Angiviller. L'un d'eux est Lefebvre, qui tient un café sur le terrain du Colisée¹¹. Ayant reçu une permission des autorités policières, il prévoit d'organiser des bals les jours de fête et les dimanches. Federici craint les violences pouvant découler de cette initiative et le garde suisse en avise le directeur des Bâtiments : « Je désire qu'il ne résulte pas de ce bal quelques meurtres, attendu que le prix d'entrée de 24 sous n'annonce qu'un composé de libertins et de filles, quoiqu'il en dise¹². » Au cœur de ses réflexions, on repère, tout comme pour d'Angiviller, les préoccupations concernant la composition de la clientèle et les désordres qui en résulteront, inévitablement.
- 7 Non seulement certains établissements vont représenter une menace pour l'ordre public, mais ils vont aussi mettre en péril le caractère champêtre des Champs-Élysées. C'est le cas du sieur Leboeuf, traiteur, qui s'attire en 1782 les foudres du garde suisse. Son jardinier est responsable de la mort de six arbres, et qui plus est, son commerce « n'est qu'un lieu de débauche et de rixe¹³ ». L'expulsion alors réclamée par Federici n'aura pas lieu, puisque l'année suivante, on retrouve le même homme qui, en plus de servir de la nourriture, a depuis aménagé un cabaret dans la chaumière de son voisin, un maraîcher. Il a par la suite loué l'endroit à Gigon, maître de danse, qui y organise un bal public¹⁴. Dans son rapport, le garde suisse s'étonne que Leboeuf ait obtenu une permission de la police, et plus particulièrement de Dubois, le commandant du guet : « [M. Dubois] y envoie il est vrai un homme de la garde de Paris, soit sergent, caporal ou soldat, mais cela suffit-il pour prévenir des accidents inévitables, suite ordinaire de ces sortes d'assemblées mal composées¹⁵. »

Partageant les inquiétudes de son garde, le comte avertit Lenoir, le lieutenant général de police, que ces bals sont « bien propres à y rassembler la populace de Paris, puisque le prix n'est que de 1 livre 4 sols pour un homme et la femme qu'il y amène¹⁶. » D'Angiviller rappelle ensuite à Lenoir la situation particulière des Champs-Élysées, et celle des terrains environnants, qui sont sous la responsabilité exclusive des Bâtiments du roi :

« On dit qu'il en a eu la permission de M. Dubois, commandant du guet de la ville de Paris. M. Dubois n'a probablement pas considéré deux choses, en premier lieu combien il pouvait être dangereux de donner des bals de cette espèce dans un endroit aussi écarté, et en second lieu que la police des Champs-Élysées est de la dépendance des bâtiments de Sa Majesté. D'ailleurs, monsieur, les propriétaires de ce marais ne peuvent y faire aucune innovation ni clôture sans une permission du directeur général des Bâtiments du Roi, qui y a toujours tenu rigoureusement la main, sans quoi il y aurait longtemps que ces marais seraient transformés en cabarets et en maisons de campagne de plaisirs¹⁷. »

- 8 À la fin de sa lettre, le comte souligne qu'il s'agit du même traiteur qui, l'année précédente, avait endommagé des arbres devant son cabaret « et qui vous parut très insolent¹⁸ ». Dans ce contexte, la réponse de Lenoir a de quoi étonner, mais permet de saisir l'importance de ne pas considérer « les autorités » comme un bloc monolithique. En effet, le lieutenant général de police ne semble pas comprendre la pertinence de la démarche du comte, pour qui le faible prix d'entrée à ces bals est indirectement proportionnel à leur dangerosité. Par ailleurs, il confirme que c'est lui, et non le commandant du guet comme le croyait Federici, qui a autorisé la présence d'un garde sur place. Pour Lenoir, cette mesure suffit à enrayer le désordre lors des assemblées parisiennes :

« Ce Sr Gigon comme beaucoup de maîtres à danser, avait obtenu de moi, la permission ordinaire en pareil cas, et que pour le maintien du bon ordre, il avait demandé et obtenu à ses frais, un homme de garde, ainsi qu'il se pratique dans tous les lieux de la ville et faubourgs, où il existe des danses publiques : cette institution plus ancienne que moi, a fait substituer beaucoup de tranquillité à des excès que le plaisir de la danse occasionnait souvent¹⁹. »

- 9 À demi-mot, le lieutenant général souligne au comte que ses craintes ne sont pas fondées et qu'il surestime les risques que ces bals représentent. Il propose même de révoquer la permission, mais seulement dans l'éventualité que des problèmes récurrents surviennent chez Gigon :

« Je ferai au surplus ce que vous désirez, mais ce particulier que je ne connais pas plus que tout autre maître à danser, n'aurait-il pas à réclamer contre une rigueur qu'il n'a pas méritée, puisqu'il ne se passe aucun désordre dans le lieu où il a donné à danser, comme beaucoup d'autres, et tandis que précédemment il a tenu de même des assemblées dans le café du Colisée qu'occupait le nommé Lefebvre, limonadier²⁰. »

- 10 Dans ce dossier, Lenoir et d'Angiviller ont une attitude très différente. Le premier est plus permissif et se contente de réagir en cas de débordements. Quant au second, il préfère limiter autant que possible les désordres avant qu'ils ne surviennent. Qui plus est, la présence de cabarets est pour lui totalement en contradiction avec l'environnement qui devrait prévaloir aux Champs-Élysées, c'est-à-dire un espace calme, au charme bucolique, dont le « citoyen honnête » pourra profiter.
- 11 Federici peine à contrôler les cabarets en temps normal et la situation se dégrade rapidement lorsque débute les troubles révolutionnaires. Dès le mois d'août 1789, le garde suisse se plaint que des individus veulent l'expulser de son logement aux Champs-Élysées. Lors d'une assemblée de district, il apprend que ces manigances ont été ourdies par Dubertret, marchand de vin établi depuis une trentaine d'années au nord du rond-point, avec la complicité de cabaretiers des environs²¹. La pression se maintient pendant plusieurs mois. À l'automne, Federici découvre les réelles motivations de ses adversaires. La « basse cabale de ces gens gonflés d'une liberté mal interprétée » avait pour objectif d'installer un bal et un cabaret à l'intérieur même de

son logement²². Malheureusement pour Federici, il perd son emploi en janvier 1792, et peu de temps après, les environs sont couverts de cabarets.

V'là le bastringue ! L'essor des bals publics au tournant du XIX^e siècle

- 12 À la toute fin du XVIII^e siècle, un nouveau terme, bastringue, fait son apparition pour désigner un bal populaire²³. Si, sous l'Ancien Régime, la présence de musiciens dans les guinguettes est avérée quoique peu structurée²⁴, le bastringue est une guinguette plus spécifiquement dédiée à la danse²⁵. Bastringue est un mot, qui, associé à une contredanse très en vogue — Mademoiselle, voulez-vous danser ? V'là le bastringue ! — se fraya un chemin jusque dans le vocabulaire de l'époque²⁶. Il peut désigner, tout simplement, le nom que l'on a donné aux « jardins et aux maisons où le peuple va danser et boire le dimanche²⁷ ». Néanmoins, les auteurs le définissent souvent de manière péjorative. Il peut désigner un « bal de guinguette où l'on se donne beaucoup de mouvement » ou une petite mesure de vin²⁸. Le terme est, selon Beffroy de Reigny, d'origine étrangère : « On prétend que son étymologie est Allemande ; les uns disent que cela s'entend d'une danse à deux sous ; les autres veulent que ce soit un composé de deux mots, qui signifient *pince-cul*, allusion à la grossièreté des manières en usage dans ces sortes de bals²⁹. » Mais pour cet auteur, peu importe finalement la provenance de ce mot nouvellement à la mode :

« Quoiqu'il en soit de l'étymologie de *Bastringue*, et qu'il dérive du Grec ou du Chinois, ce n'est pas là la question. Toujours est-il que nous entendons par-là, nous autres Français, ces rassemblements un peu *populaciers*, animés par la grosse gaieté des *Porcherons*, où les danseurs ne sont pas des modèles de décence et de politesse, mais où ils rachètent souvent par le *fond* ce qu'ils perdent par les *formes* ; et ils ont même en cela un avantage réel sur nos *bals* du grand ton, où les mœurs ne sont peut-être pas aussi essentiellement respectées que dans un *Bastringue*³⁰. »

- 13 Peu à peu, le terme finit par correspondre à de nombreuses choses : « Un bastringue signifie tantôt un bal mal composé ; tantôt un mauvais joueur de violon ; puis une maison en désordre ; un mauvais lieu ». Ce mot a également donné naissance à des dérivés, tels que bastringueur et bastringuer, qui signifie « Courir les bals ; hanter les mauvais lieux ; mener une vie libertine et débauchée ; gobelotter, siroter ; faire débauche de vin³¹ ». Bref, les bals publics sont, tout comme au XVIII^e siècle, souvent perçus comme des endroits où règne une gaieté joyeuse et bruyante, mais aussi une source de désordre, voire même carrément des lieux de débauche. Dans quelle mesure leur présence a-t-elle contribué à faire des Champs-Élysées un « mauvais lieu » au seuil du XIX^e siècle ?
- 14 Les premières années de la Révolution ont donné lieu à une véritable dansomanie : « Après l'argent, la danse est aujourd'hui tout ce que le Parisien aime, chérit, ou plutôt ce qu'il idolâtre. [...] On danse encore dans chaque guinguette des boulevards, aux Champs-Élysées. Le long des ports. On danse dans tous les cabarets³²... » Ainsi, les Champs-Élysées n'ont pu échapper à cette fièvre de la danse. Est-ce un choix délibéré des autorités, dont la méfiance envers les bals se serait atténuée ? Ou bien, est-ce un signe d'un contrôle moins efficace de la part des administrateurs ?

Figure 2 : Les bals publics dits « des Champs-Élysées » en 1799.

Les bals publics se tenaient principalement sur le flanc ouest de l'allée d'Antin (1), mais aussi sur l'avenue Matignon (2), à l'Élysée (3) et au jardin Marbeuf (4). D'après un extrait du Plan routier de la ville de Paris, ou guide des étrangers dans cette capitale divisé en 12 arrondissements. Picquet, 1824.

Source : Archives nationales de France <https://francearchives.fr/fr/>

- 15 Lorsqu'on consulte les recensements des baraques pour les années 1797 et 1824³³, on ne retrouve aucune mention d'un bal public. Bien que les contemporains y fassent référence par des expressions telles que « guinguettes des Champs-Élysées », dans les faits, lesdits cabarets sont plutôt érigés sur le pourtour de cet espace vert (Figure 2). On retrouve ainsi un rapport de police datant du 30 juin 1799 présentant la liste de tous les tenants de bals des Champs-Élysées. Pourtant, sur les neuf cabarets visités, six se trouvent sur l'allée d'Antin, un sur l'avenue Matignon, un à l'Élysée et le dernier est dans le jardin Marbeuf, situé au-delà du rond-point³⁴. Leurs établissements, ouverts à l'année, sont rapidement devenus très populaires et ils n'étaient pas que de simples échoppes, loin de là. Pour s'en convaincre, on peut consulter les descriptions du mobilier chez Redondeau, donnant à danser sur l'allée d'Antin en 1806. Sur place, le commissaire trouve la maison dans le « plus mauvais état possible », mais dénombre tout de même, tant au rez-de-chaussée que dans le jardin, trente-sept tables, vingt bancs de bois et quarante-cinq tabourets de paille³⁵. Cet établissement était donc en mesure d'accueillir plusieurs dizaines de personnes à la fois.
- 16 Tout comme dans l'Ancien Régime, les cabaretiers engagent des gardes pour assurer la surveillance de cette nombreuse clientèle. Au premier abord, on pourrait croire que leur présence permet de justifier la rareté des désordres dans leur établissement et par le fait même, les très rares mentions dans les rapports de police pour la période comprise entre les années 1792 et 1811. Dans les faits, le tumulte n'y était pas exceptionnel. Le faible nombre de rapports concernant les cabarets de l'allée d'Antin s'explique plutôt par la nonchalance des gardes eux-mêmes :

« Instruit du peu de fermeté, de la négligence et même de l'insouciance des vétérans chargés de maintenir le bon ordre chez les teneurs de bals des Champs-Élysées, ainsi que de leur refus de faire chaque jour au commissaire de police de la division un rapport sur ce qui s'était passé dans lesdits bals, sous le prétexte qu'ils

ne connaissaient que leur commandant et qu'ils ne devaient obéir ni faire de rapport qu'à lui seul ; informé aussi que, le 20 floréal, plusieurs militaires étaient avec leurs armes dans les bals tenus par les citoyens Mussard et Dornel aux Champs-Élysées, et que le cabinet servant à déposer ces armes n'était point gardé, qu'enfin le factionnaire placé chez le citoyen Dornel, sur l'observation de ce dernier qu'il ne faisait pas son devoir en laissant obstruer l'entrée du bal, lui avait porté un coup de poing qui lui mit la bouche en sang ; le Bureau central a invité le commandant de la place à donner des ordres à l'adjudant de brigade des Champs-Élysées à l'effet de faire placer dans les bals de sa division des citoyens de la garde sédentaire sur lesquels il pût compter et en état de maintenir le bon ordre³⁶. »

- 17 Les militaires sont nombreux à fréquenter les cabarets voisins des Champs-Élysées et ils constituent une clientèle problématique. Leur comportement suscite du mécontentement, et ce, à un point tel, qu'il devient l'un des principaux sujets de conversation sur la place publique³⁷. On blâme sévèrement le relâchement de discipline dont ils font preuve : « la licence, la débauche des soldats, leur violence appellent l'attention du gouvernement ; l'on désire voir réprimer la fougue et les excès que la plupart commettent dans les guinguettes établies au bout des Champs-Élysées³⁸. » Sachant que les soldats y sont nombreux, une patrouille fait parfois irruption dans un cabaret. C'est ainsi que le 31 décembre 1797, étant à la « recherche de soldats, déserteurs et citoyen de la première réquisition, et de tous voleurs et gens suspects³⁹ », on interroge les clients présents dans l'établissement de Pommier. S'y trouvent des soldats, mais aussi des revendeuses, des blanchisseuses, des marchandes de fruits, des serruriers, des rubaniers, des bourreliers et des maçons. Aucune de ces personnes n'est arrêtée. Néanmoins, il est intéressant de spécifier que les femmes sont remises en liberté « avec injonction de ne plus revenir dans cet endroit⁴⁰ ». « Cet endroit » ne réfère pas seulement à cet établissement, il désigne plutôt l'allée d'Antin, repaire de prostituées⁴¹.

- 18 En concentrant notre attention sur les rapports de police, il est aisé de croire que les cabarets étaient d'importantes sources de désordres, le rendez-vous des femmes de mauvaise vie et des soldats turbulents. Le manque de surveillance et un certain flou administratif ont effectivement pu favoriser les dérapages. Toutefois, ce tableau de la période révolutionnaire n'est pas totalement représentatif de l'époque qui nous intéresse et il mérite d'être nuancé. C'est ce qui transparaît de la correspondance entre le préfet de police et le ministre de l'Intérieur, responsable des Champs-Élysées après la Révolution. Dans une précédente missive, le ministre avait sommé le préfet de police de prendre les mesures nécessaires afin d'assurer l'ordre dans les bals aux Champs-Élysées. Toutefois, dans sa réponse, le préfet semble bien peu troublé par le constat alarmant dépeint par le ministre. Selon lui, la surveillance est tout à fait adéquate. Les tumultes sont exceptionnels et sont dus à quelques indésirables se mêlant aux honnêtes citoyens :

« La promenade des Champs-Élysées étant fréquentée pendant toute l'année par la classe ouvrière des deux sexes qui s'y portent en foule à cause du grand nombre de cabarets, dits guinguettes, qui s'y trouvent, les personnes désœuvrées et débauchées se mêlent avec ces mêmes individus et augmentent la foule pendant la belle saison ; mais au moyen de la surveillance que j'y fais exercer constamment de jour et de nuit, je puis avoir l'honneur d'assurer à Votre Excellence que le bon ordre y est rarement troublé, et, qu'en ce cas, les mauvais sujets sont arrêtés et amenés à ma Préfecture, pour être punis selon la gravité de leur délit, et il se passe peu de jours sans que des femmes publiques n'y soient également arrêtées⁴². »

- 19 Il avoue néanmoins que le nombre de patrouilles est insuffisant. Selon lui, cela ne peut être attribué qu'à un manque d'effectifs qui se ressent dans toute la capitale. Ainsi, malgré le portrait plutôt sombre qui a été tracé précédemment, il ne faut pas perdre de vue que, en dépit de leurs nuits mouvementées, les Champs-Élysées continuaient d'être fréquentés par des habitants venant s'y divertir. Par ailleurs, le portrait dressé par les visiteurs est loin d'être inquiétant. Prenons par exemple le témoignage du Britannique John Carr, qui nous livre ses impressions lorsqu'il entre dans un bal public des Champs-Élysées au tout début du XIX^e siècle :

« Là je trouvai une nombreuse société bourgeoise qui se délassait des labeurs de la journée en valsant et en buvant de la limonade. L'étranger est toujours surpris de voir la grâce et l'activité que le Français même des plus basses classes déploie en dansant. Des caporaux en favoris, en grosses bottes sales, et de jeunes marchands, en longues redingotes, faisaient danser des femmes de chambre et des grisettes avec une élégance qui n'était pas dépassée dans les bals les plus brillants. Rien ne pouvait égaler la gaieté sans souci et le joyeux oubli de toute préoccupation qui régnaient dans ces lieux ; et la musique, comme toutes celles du même genre, y était excellente⁴³. »

- 20 Non seulement l'ambiance y est guillerette, mais plusieurs contemporains soulignent également la splendeur des décors. À propos de la Grande Rotonde des Champs-Élysées, on peut ainsi lire en 1804 : « Rien de plus magique que la rotonde intérieure de cette salle sous laquelle sont placés les musiciens. Pour en juger, il faut y aller pendant la semaine où la foule est moins considérable que le dimanche⁴⁴. » Une dizaine d'années plus tard, c'est au tour de mademoiselle Berry d'affirmer, en parlant du Pavillon de Flore et du Salon de Mars, que l'on « ne peut pas voir deux salles de bal plus joliment arrangées et où l'ordre soit mieux observé⁴⁵. » À la même époque, la « gaieté sans souci » décrite par Carr et la beauté de ces établissements est également attestée par l'Irlandaise Sydney Morgan. Elle décrit, avec moult détails, la fin d'un beau dimanche après-midi de 1816, tel que pouvait la vivre la famille d'un marchand parisien :

« Aux approches du crépuscule, et quand chacun a eu son tour au jeu de bague, la compagnie infatigable s'achemine vers un de ces temples splendidement illuminés, dont les Champs-Élysées offrent un si grand nombre, et sur le portail corinthien desquels on lit en grosses lettres : "Ici l'on danse tous les jours". Il n'existe rien à Londres qui ait la moindre ressemblance avec ces beaux pavillons où "l'on danse tous les jours" à très bon marché. Ils sont ordinairement construits en forme de rotonde ; le dôme en est soutenu par des piliers dorés, et les entre-deux des croisées sont garnis de glaces magnifiques répétant par milliers les lumières qui garnissent des lustres de cristal. Une légère balustrade dorée renferme l'espace destiné aux contredanses, tandis que les valseurs languissants poursuivent extérieurement leur danse circulaire. Les spectateurs, les amis, les parents des joyeux acteurs, sont assis sur des ottomanes qui forment le dernier rang du cercle. À certains intervalles, des arcades ménagées entre les piliers, et garnies de riches tentures, s'ouvrent sur un jardin bien illuminé, et l'on distribue des rafraîchissements dans toutes les parties du salon qui communique à de petits cabinets pratiqués à l'extérieur. Là les vieillards se reposent, les enfants s'amusent, et les jeunes gens des deux sexes dansent avec grâce et toujours avec perfection, aux sons de quelques-uns des airs à la mode d'un ballet de l'Opéra, et qui sont toujours joués par d'excellents et de nombreux musiciens. Ce divertissement agréable ne coûte que la limonade, l'eau de groseille, et quelques gâteaux qui servent de collation ou de souper à la famille avant qu'elle retourne chez elle, ce qu'elle fait de bonne heure⁴⁶. »

- 21 Tout comme le terme *bastringue* qui décrivait tantôt un joyeux bal populaire, tantôt un repaire de débauchés, les bals publics aux Champs-Élysées ont suscité un éventail de

représentations très varié. La perception de la danse — et son potentiel d'indécences — doit bien sûr être considérée comme un enjeu important. Néanmoins, c'est surtout la crainte que le peuple se transforme en populace qui est au cœur des préoccupations. Cette peur, plus ou moins profonde selon les différents protagonistes, mais aussi le contexte sociopolitique, ont teinté leurs manières de réagir. Certains, loin de considérer les bals publics comme une réelle menace à l'ordre public, les ont encouragés. Ces établissements ont ainsi pu prospérer et devenir l'une des principales attractions des Champs-Élysées au XIX^e siècle.

BIBLIOGRAPHIE

BECK Robert, « La promenade du peuple des villes (Fin XVIIIe-XIXe siècle). L'exemple du peuple de Paris », in GUIGNET Philippe (dir.), *Le peuple des villes dans l'Europe du Nord-Ouest (fin du Moyen Âge-1945)*, Université Charles-de-Gaulle – Lille 3, Centre de Recherche sur l'Histoire de l'Europe du Nord-Ouest, 2002, pp. 247-266.

BRENNAN Thomas, *Public Drinking and Popular Culture in Eighteenth-Century Paris*, Princeton, Princeton University Press, 1988.

BRENNAN Thomas, « Beyond the Barriers: Popular Culture and Parisian Guinguettes », *Eighteenth-Century Studies*, n° 2, vol. 18, automne 1984, pp. 153-169.

FARGE Arlette, ZYSBERG André, « Les théâtres de la violence à Paris au XVIIIe siècle », *Annales ESC*, n° 5, vol. 34, 1979, pp. 984-1015.

GASNAULT François, *Guinguettes et lorettes : bals publics et danse sociale à Paris entre 1830 et 1870*, Paris, Aubier, « Collection historique », 1986.

HAROUEL Jean-Louis (dir.), « Caliban hors du jardin. Le droit d'accès au jardin public parisien à la fin de l'Ancien Régime », in *Histoire du droit social. Mélanges en hommage à Jean Imbert*, Paris, Presses Universitaires de France, 1989, pp. 295-300.

MERLIN-KAJMAN Hélène, « “ Populace ”, “ peuple ” : une simple affaire de classement ? », in CHABAUD Gilles (dir.), *Classement, déclassement, reclassement : de l'antiquité à nos jours*, Limoges, PULIM, « Histoire », 2011, pp. 71-93.

MORAND Olivier, « Vie et mort d'une redevance : Le droit de l'Opéra (1811-1831) », *Revue de Musicologie*, t. 93, n° 1, 2007, pp. 99-121.

SEMMENS Richard, *The Bals Publics at the Paris Opera in the Eighteenth Century*, Hillsdale NY, Pendragon Press, « Dance & Music series », n° 13, 2004.

Sources

Archives de Paris : DQ10-1648.

Archives de police de Paris : dossiers AA-128 à AA-131.

Archives nationales de France : O1-1587 ; O1-1589 ; F13-875 ; F13-996.

AULARD Alphonse, *Paris pendant la réaction thermidorienne et sous le Directoire : recueil de documents pour l'histoire de l'esprit public à Paris*, Paris, L. Cerf, vol. 5, 1899-1902.

BEFFROY de REIGNY Louis-Abel, *Dictionnaire néologique des hommes et des choses*, Paris, Moutardier, vol. 1, 1799.

BERRY Mary, *Voyages de miss Berry à Paris, 1782-1836*, Paris, Roblot, 1905.

BLANVILLAIN J. F. C., *Le Pariséum ou Tableau de Paris en l'an XII (1804)*, Paris, Debray, 1804.

CARR John, *Les Anglais en France après la paix d'Amiens : impressions de voyage*, Paris, Librairie Plon, 1898.

CHAMPOLLIN-FIGEAC Jacques-Joseph, *Dictionnaire étymologique de la langue française*, Paris, Decourchant, vol. 1, 1829.

D'HAUTEL Charles-Louis, *Dictionnaire du bas-langage ou des manières de parler usitées par le peuple*, Paris, F. Schoell, vol. 1, 1808.

Dictionnaire universel français et latin, vulgairement appelé Dictionnaire de Trévoux, Paris, La Compagnie des Libraires associés, t. 6, 1771.

FEDERICI Ferdinand de, *Flagrants délits sur les Champs-Élysées : les dossiers de police du gardien Federici, 1777-1791*, Paris, Mercure de France, « Le Temps retrouvé », 2008.

HARDY Siméon-Prosper, *Mes loisirs, ou Journal d'événements, tels qu'ils parviennent à ma connaissance*, Bibliothèque nationale de France, manuscrit français 6685, 25 février 1786.

Le Pariséum moderne, Paris, J. Moronval, 1817.

MERCIER Louis-Sébastien, *Le Nouveau Paris*, Paris, Fuchs, vol. 3, 1798.

MORGAN Sydney, *La France par Lady Morgan*, Paris et Londres, Treuttel et Würtz, vol. 2, 1817.

PRUDHOMME L., *Miroir de l'ancien et du nouveau Paris*, Paris, Prudhomme fils, t. 2, 1806.

THIERY Luc-Vincent, *Almanach du voyageur à Paris, et dans les lieux les plus remarquables du royaume*, Paris, Hardouin, 1784.

NOTES

1. Ces établissements, très nombreux dans la capitale, faisaient partie de la vie quotidienne des Parisiens. Offrant à boire et à manger, ils servent d'espace complémentaire à l'atelier et au logis. BRENNAN Thomas, *Public Drinking and Popular Culture in Eighteenth-Century Paris*, Princeton, Princeton University Press, 1988.

2. THIERY Luc-Vincent, *Almanach du voyageur à Paris, et dans les lieux les plus remarquables du royaume*, Paris, Hardouin, 1784, p. 318.

3. BRENNAN Thomas, « Beyond the Barriers: Popular Culture and Parisian Guinguettes », *Eighteenth-Century Studies*, n° 2, vol. 18, automne 1984, p. 160.

4. « Le bal de l'Opéra, créé par le Régent en 1716, fut selon la tradition la première réunion dansante qu'on ait qualifiée de bal public. Pour prétendre y figurer, il fallait un titre, des rentes ou de l'esprit, et il était préférable de posséder deux au moins de ces talents. » GASNAULT François, *Guinguettes et lorettes : bals publics et danse sociale à Paris entre 1830 et 1870*, Paris, Aubier, « Collection historique », 1986, p. 13.

5. Cependant, l'Opéra ne tolérait pas la concurrence lors du carnaval, époque pendant laquelle les bals masqués étaient très populaires. En effet, des commissaires police pouvaient survenir afin de dissoudre des assemblées organisées à cette période de l'année. Voir « Bals particuliers chez les

traiteurs, interdits par la police », dans HARDY Siméon-Prosper, *Mes loisirs, ou Journal d'événements, tels qu'ils parviennent à ma connaissance*, Bibliothèque nationale de France, manuscrit français 6685, 25 février 1786, p. 300.

6. Archives Nationales (AN), AJ13-10, pièce 7, dossier 1. « Liste des personnes qui donnent des bals ». SEMMENS Richard, *The Bals Publics at the Paris Opera in the Eighteenth Century*, Hillsdale NY, Pendragon Press, « Dance & Music series », n° 13, 2004, p. 25.

7. Par exemple, le jardin des Tuileries est ouvert à tous, mais exclusivement le jour de la Saint-Louis (26 août) et quant au Palais-Royal, il reste inaccessible pour plusieurs et notamment aux soldats et aux femmes en tablier. BECK Robert, « La promenade du peuple des villes (Fin XVIII^e-XIX^e siècle). L'exemple du peuple de Paris », dans GUIGNET Philippe (dir.), *Le peuple des villes dans l'Europe du Nord-Ouest (fin du Moyen Âge-1945)*, Université Charles-de-Gaulle – Lille 3, Centre de Recherche sur l'Histoire de l'Europe du Nord-Ouest, 2002, pp. 249-250. On lira aussi HAROUËL Jean-Louis (dir.), « Caliban hors du jardin. Le droit d'accès au jardin public parisien à la fin de l'Ancien Régime », in *Histoire du droit social. Mélanges en hommage à Jean Imbert*, Paris, PUF, 1989, pp. 295-300.

8. AN O1-1587, fol. 313, 10 avril 1787.

9. On définit ainsi la populace « Menu peuple, la lie du peuple ; foule de petites gens. », *Dictionnaire universel français et latin, vulgairement appelé Dictionnaire de Trévoux*, Paris, La Compagnie des Libraires associés, t. 6, 1771, p. 896. Cette opposition, entre peuple et populace, entre les honnêtes gens et la canaille, est commune dans l'Ancien Régime. Le terme populace, qui a une connotation péjorative, a pour but de cibler une partie « du peuple potentiellement dangereuse et grossière ». MERLIN-KAJMAN Hélène, « “Populace”, “peuple” : une simple affaire de classement ? », dans CHABAUD Gilles, *Classement, déclassement, reclassement : de l'antiquité à nos jours*, Limoges, PULIM, « Histoire », 2011, p. 74.

10. FARGE Arlette, ZYSBERG André, « Les théâtres de la violence à Paris au XVIII^e siècle », *Annales ESC*, n° 5, vol. 34, 1979, p. 1007.

11. Le Colisée est un vauxhall, un établissement qui présente divers types de spectacles, des feux d'artifices et offre des bals payants. Il est érigé au nord du rond-point (Figure 1).

12. Rapport du 8 au 15 novembre 1779, dans FEDERICI Ferdinand de, *Flagrants délits sur les Champs-Élysées : les dossiers de police du gardien Federici, 1777-1791*, Paris, Mercure de France, « Le Temps retrouvé », 2008, p. 109. En marge du document original, on peut lire que « M. le Directeur Général a pris renseignement à la police sur ce prétendu bal et a formé le projet de s'y opposer », voir AN O1-1589, fol. 118.

13. AN O1-1589, fol. 274. Rapport du 8 au 15 juillet 1782.

14. Rapport extraordinaire du 21 mai 1783, dans FEDERICI Ferdinand de, *op. cit.*, p. 198.

15. *Ibid.*, p. 199.

16. *Ibid.*, p. 200. Certains extraits de la lettre n'ont pas été édités. Pour la version intégrale, on se réfère à AN O1-1589, fol. 306, 30 mai 1783.

17. *Ibid.*, p. 200.

18. *Ibid.*, p. 200.

19. AN F13-875, 6 juin 1783, non fol.

20. *Ibid.*

21. Lettre du 3 août 1789, dans FEDERICI Ferdinand de, *op. cit.*, p. 318.

22. Lettre du 4 octobre 1789, *ibid.*, pp. 328-32.

23. « Ce mot, qui semble sortir du néant depuis quelques mois, a été très en vogue en France, et surtout à Paris, à l'époque du dernier carnaval. » BEFFROY de REIGNY Louis-Abel, « Bastringue », dans *Dictionnaire néologique des hommes et des choses*, Paris, Moutardier, 1799, vol. 1, p. 421.

24. « The presence of musicians in particular taverns was equally informal. Most seem to have visited a circuit of guinguettes on evenings when they thought there would be people to hire them. » BRENNAN Thomas, *art. cit.*, p. 160.

25. BLANVILLAIN J. F. C., *Le Pariséum ou Tableau de Paris en l'an XII (1804)*, Paris, Debray, 1804, p. 271. Cette distinction, plus nette au tournant des années 1800, s'estompera au profit du terme guinguette.
26. *Ibid.*, p. 271.
27. *Le Pariséum moderne*, Paris, J. Moronval, 1817, p. 28.
28. CHAMPOLLIN-FIGEAC Jacques-Joseph, *Dictionnaire étymologique de la langue française*, Paris, Decourchant, vol. 1, 1829, p. 66.
29. BEFFROY de REIGNY Louis-Abel, *op. cit.*, p. 421.
30. *Ibid.*, p. 421. Il s'agit d'un bien faible argument en faveur de ces bals publics, puisque les bastringues ne sont pas pour autant, selon lui, des endroits convenables pour les jeunes parisiens. L'auteur ira même jusqu'à affirmer que « certes, il faut être possédé du démon de la danse pour aller là. »
31. D'HAUTEL Charles-Louis, *Dictionnaire du bas-langage ou des manières de parler usitées par le peuple*, Paris, F. Schoell, 1808, vol. 1 pp. 74-75.
32. MERCIER Louis-Sébastien, *Le Nouveau Paris*, Paris, Fuchs, 1798, vol. 3, pp. 130-132. En 1806, on compte plus de 300 bals d'hiver dans la capitale. PRUDHOMME L., *Miroir de l'ancien et du nouveau Paris*, Paris, Prudhomme fils, 1806, t. 2, p. 326. L'abolition du privilège de l'Opéra au début de la Révolution a certainement pu faciliter l'essor des cabarets dansants. Concernant le privilège de l'Opéra, on consultera MORAND Olivier, « Vie et mort d'une redevance : Le droit de l'Opéra (1811-1831) », *Revue de Musicologie*, t. 93, n° 1, 2007, pp. 99-121.
33. Pour les années 1797 et 1824, on consultera respectivement, AN F13-875 et Archives de Paris (AParis) DQ10-1648.
34. Archives de police de Paris (APolice), AA-129, 12 Messidor an 7 (30 juin 1799).
35. APolice, AA-131, 28 mai 1806.
36. Compte des opérations du Bureau central du canton de Paris pendant le mois de floréal an VII (avril-mai 1799), dans AULARD Alphonse, *Paris pendant la réaction thermidorienne et sous le Directoire : recueil de documents pour l'histoire de l'esprit public à Paris*, Paris, L. Cerf, t. 5, 1902, p. 520.
37. Rapport du bureau central du 7 fructidor an 4 (24 août 1796). « Spectacles - La tranquillité y a régné ; les conversations y roulaient sur le peu de surveillance, sur la conduite des soldats, sur le désordre qu'ils occasionnent au Palais-Égalité et aux Champs-Élysées, où ils se livrent à la débauche, sur la nécessité de réprimer leur incontinence. » AULARD Alphonse, *ibid.*, t. 3, 1899, p. 408.
38. Rapport du Bureau central du 9 fructidor an 4 (26 août 1796), *Ibid.*, p. 411.
39. APolice, AA-128, 11 nivôse an 3 (31 décembre 1794).
40. *Ibid.*
41. En 1793, une femme arrêtée à tort sur l'allée d'Antin reçoit une « sévère injonction de ne plus s'arrêter dorénavant dans cet endroit aux Champs-Élysées ledit lieu nous étant connu pour être refuge des femmes de mauvaise vie. » APolice, AA-128, 10 vendémiaire an 2 (1^{er} octobre 1793).
42. AN F13-996, 5 mars 1807.
43. CARR John, *Les Anglais en France après la paix d'Amiens : impressions de voyage*, Paris, Librairie Plon, 1898, pp. 236-237.
44. BLANVILLAIN J. F. C., *op. cit.*, p. 271.
45. BERRY Mary, *Voyages de miss Berry à Paris, 1782-1836*, Paris, Roblot, 1905, p. 179.
46. MORGAN Sydney, *La France par Lady Morgan*, Paris et Londres, Treuttel et Würtz, vol. 2, 1817, pp. 119-120.

RÉSUMÉS

Au XVIII^e siècle, les Champs-Élysées se trouvent à la périphérie de la ville de Paris. Le directeur des Bâtiments du roi, désirant à tout prix conserver le caractère champêtre de cet espace vert, tente d'y interdire les divertissements pouvant troubler la quiétude des lieux. Sa méfiance à l'égard des cabarets offrant des bals publics, susceptibles d'attirer la populace, est particulièrement forte. Néanmoins, le lieutenant général de police, ne partageant pas les craintes du directeur, permet à certains bals publics de s'établir dans les environs des Champs-Élysées. Ainsi, les autorités de l'Ancien régime, tout comme les gestionnaires qui seront en poste au tournant du XIX^e siècle, ont adopté des attitudes parfois très nuancées par rapport aux bals publics. Ces derniers ont ainsi pu perdurer et devenir l'une des principales attractions des Champs-Élysées.

In the 18th century, the Champs-Élysées was located on the outskirts of the city of Paris. The *directeur des Bâtiments du roi*, wishing at all costs to preserve the rural aspect of this green space, tries to ban entertainment that can disturb the tranquility of the place. His distrust of cabarets offering public balls, likely to attract the rabble, is particularly strong. Nevertheless, the *lieutenant général de police*, not sharing the fears of the director, allowed some public balls to settle in the vicinity of the Champs-Élysées. The authorities of the Old Regime, as well as the managers who would be in charge at the turn of the 19th century, sometimes adopted very nuanced attitudes towards public balls. They were thus able to remain and become one of the main attractions of the Champs-Élysées.

INDEX

Keywords : Champs-Élysées, dance, history, Paris, public order

Mots-clés : Champs-Élysées, danse, histoire, ordre public, Paris

AUTEUR

VÉRONIQUE LAPORTE

Chercheuse associée, Groupe de recherches en histoire des sociabilités (GRHS, Université du Québec à Montréal). Historienne, elle s'intéresse au développement des Champs-Élysées, à partir de leur création en 1667, et ce jusqu'en 1828, année de leur concession à la Ville de Paris. Plus particulièrement, ses analyses portent sur la cohabitation spatiale des pratiques et la coexistence sociale qui avaient cours dans cet espace vert, accessible à tous.